

**Secrétariat Général
Pour Les Affaires Régionales**
 12, rue Jean Sans Peur
 59039 Lille Cedex

Charte RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES

Accord cadre

Prestations de travaux d'aménagement intérieur :
cloisons – isolations intérieures – peintures – plafonds – plâtreries – sols souples – stores intérieurs

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Vendredi 16 mai 2025 à 12h00 sur pfra@hauts-de-france.gouv.fr

Auditions : à partir du 20 mai 2025

Cadre réservé à l'Administration			
REF : PFRA-HDF-2025-2029-TRAVAUX-AMEN-INT			
BOP -	N° EJ -	GM :	
Entre :			
<u>Désignation du pouvoir adjudicateur :</u>		<u>Désignation de l'entreprise attributaire :</u>	

N° lot	Désignation lot	Lot candidaté (à remplir par le candidat)	Lot attribué
1	Arrondissements : Lille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Arrondissements : Arras, Lens, Béthune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Arrondissements : Calais, Boulogne-sur-Mer, Montreuil, Saint Omer, Dunkerque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Arrondissements : Cambrai, Douai, Avesnes-sur-Helpe, Valenciennes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Département : Aisne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Département : Somme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Département : Oise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dossier de consultation simplifié valant engagement contractuel

1 – Règlement de la consultation 2 – Clauses techniques particulières 3 – Clauses administratives particulières 4 – Identification du commanditaire	5 – Identification de l'entreprise 6 – Offre financière 7 – Signature des parties 8 – Notification
<u>Annexes (cf article 1.4)</u>	

1 RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Cette partie précise les modalités de participation pour les candidats et les critères de choix de l'offre.

Dans le cadre de sa politique en faveur d'un achat public responsable et d'une amélioration continue de la qualité environnementale des bâtiments de l'État, la PFRA, s'inscrit dans une stratégie visant à préserver les ressources naturelles et à soutenir les filières locales vertueuses et innovantes.

Aussi, pour les prestations d'aménagement intérieur, une attention particulière est portée aux filières intégrant des matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du reconditionnement. Cette démarche vise à limiter le recours à des ressources nouvelles (matières premières, matériaux vierges).

Les entreprises sont donc invitées à proposer toute action ou solution technique allant dans le sens de ces objectifs : usage de matériaux biosourcés, recyclés ou reconditionnés, réemploi d'éléments de second œuvre, dispositifs de réduction des déchets de chantier ou encore partenariats avec des structures de l'économie sociale et solidaire.

1.1- Objet du marché

Les besoins faisant l'objet de ce marché concernent les travaux d'aménagement intérieur dans les bâtiments des services de l'État situés en région Hauts-de-France.

Les travaux d'aménagement intérieur visés par ce marché peuvent être liés à l'entretien des bâtiments ou à la réalisation de petites opérations de travaux de second œuvre dans un ou plusieurs des corps d'état suivants :

Corps d'état	Code CPV*
	45400000 — <i>Travaux de parachèvement de bâtiment</i>
Cloisons	45421141 — <i>Travaux de cloisonnement</i>
Isolations intérieures	45320000 — <i>Travaux d'isolation</i>
Peintures	45442120 — <i>Travaux de peinture et de pose de revêtement mural</i>
Plafonds	45421146 — <i>Travaux de pose de plafonds</i>
Plâtreries	45410000 — <i>Travaux de plâtrerie</i>
Stores intérieurs	45421143 — <i>Travaux d'installation de stores</i>
Sols souples	45432130 — <i>Travaux de pose de revêtements de sols souples</i>

* à titre indicatif

1.2- Procédure

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire avec bons de commande.

1.3- Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France (12, rue Jean sans Peur - 59039 Lille cedex). Il est représenté par Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR Hauts-de-France) pour signer et notifier le marché. La Directrice de la plate-forme régionale des achats (PFRA) représente le pouvoir adjudicateur.

Chaque service prescripteur est seul responsable des prestations du présent accord-cadre qu'il ordonne, dans le respect des stipulations du contrat.

1.4- Annexes fournies au candidat

- 1 – l'annexe financière BPU et annexe « ordre de préférence d'attribution des lots»;
- 2 – le questionnaire de valeur technique ;
- 3 – les conditions d'accès dans les services de police et de gendarmerie ;
- 4 – conditions d'accès aux établissements pénitentiaires ;
- 5 – procédures de sécurité et de dématérialisation ;
- 6 – publics cibles pour la mise en œuvre des heures d'insertion.
- 7 – Annexe de préférences d'attribution des lots.

1.5- Remise des offres par voie dématérialisée

Les offres sont remises par voie dématérialisée sur les plateformes dédiées, notamment via le site PLACE (Plateforme des Achats de l'État).

1.6- Documents à fournir par le candidat

Afin de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique, les documents demandés aux candidats sont les suivants :

1	Le présent document dûment rempli et signé
2	Le questionnaire de valeur technique (disponible en annexe 2) (dûment complété, signé et accompagné des pièces justificatives demandées)
3	BPU (dûment complété et signé - disponible en annexe 1). Le bordereau de prix unitaires est à déposer en PDF signé et le fichier complet est à déposer au format .ODS ou .XLSX. En cas de groupement, le soumissionnaire précise la répartition du BPU entre les co-traitants, le cas échéant.
4	Annexe de préférence d'attribution à compléter par le candidat

Seuls ces documents sont à remettre et serviront à l'analyse des offres. Les candidats ne doivent remettre aucune autre pièce.

Seuls les attributaires seront sollicités avant notification pour les vérifications de candidature (DC 1, DC 2, attestations fiscales et sociales, assurance).

1.7- Critère de jugement des offres

Le prix des prestations	35 %
Critères techniques : <ul style="list-style-type: none">• Suivi et exécution des prestations (25%)• Capacité opérationnelle et réactivité sur le périmètre d'intervention (20%)• Développement durable et innovation (20%)	65 %

Le questionnaire de valeur technique, figurant en annexe 2, précise les modalités d'évaluation des critères techniques.

Dans le cadre de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'auditionner individuellement les candidats les mieux classés. Ces auditions auront pour objet de permettre aux candidats de présenter oralement les éléments figurant dans leur mémoire technique. Ces échanges ne constituent en aucun cas une négociation et ne peuvent en aucun cas modifier le contenu de l'offre déposée.

1.8- Modifications et demandes de renseignements pendant la consultation

Le pouvoir adjudicateur peut modifier les documents de consultation jusqu'à six jours avant la date et l'heure limites de dépôt des offres. Ces modifications, publiées sur www.marches-publics.gouv.fr, s'imposent aux candidats, qui peuvent, si nécessaire, déposer une nouvelle offre.

Les questions et demandes de renseignements doivent être soumises via la plateforme PLACE au plus tard huit jours avant la date limite de dépôt des offres. Les réponses seront publiées au plus tard six jours avant cette échéance.

2 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Cette partie indique les exigences de réalisation ou contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et dispositions réglementaires définies par les normes et les DTU (Documents Techniques Unifiés) en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

2.1- Champ d'application et cadre réglementaire

Les travaux concernent l'aménagement intérieur des bâtiments, incluant dans les corps d'état suivant : cloisons, plâtrerie, isolation intérieure, stores intérieurs et peinture.

Les interventions dans des sites sensibles ou sécurisés sont incluses (les conditions d'accès sont disponibles aux annexes 3 et 4)

Normes et réglementation : Les prestations sont réalisées conformément aux documents techniques unifiés (DTU), ainsi qu'aux différentes dispositions réglementaires et normatives en vigueur que le titulaire reconnaît avoir consultées et appliquées.

2.2- Conditions générales d'exécution

- **Sites occupés**

Les travaux doivent minimiser les nuisances et respecter un protocole adapté pour chaque site. Un protocole de sécurité renforcé doit être respecté en fonction des demandes liées aux sites à accès réglementés.

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la confidentialité sur les informations reçues dans le cadre du marché.

- **Propreté et gestion des déchets**

Une propreté rigoureuse doit être maintenue sur les chantiers pendant toute la durée des travaux.

Les déchets doivent être triés et évacués en conformité avec le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

Le titulaire doit gérer les déchets conformément au Code de l'environnement et assurer leur suivi à l'aide d'un Bordereau de Suivi des Déchets (BSD).

Sauf demande contraire de sa part, les matériaux réutilisables doivent rester la propriété du commanditaire.

- **Protection**

Mobilier et surfaces existantes doivent être préservés. En cas de dommages, les réparations sont à la charge de l'entreprise.

- **Organisation, sécurité et planification des travaux**

L'attributaire proposera un calendrier détaillé d'exécution qui devra être conforme au délai global fixé dans le bon de commande. Ce calendrier deviendra contractuel après validation du maître d'ouvrage.

Le bénéficiaire met à disposition du titulaire les plans comprenant le détail et les côtes des surfaces sur lesquelles portent les travaux. À défaut le titulaire procède à toutes mesures utiles à la réalisation des travaux. Le titulaire doit prendre toutes les mesures imposées par les règlements de sécurité, ainsi que les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur les chantiers tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Dans la mesure où les interventions n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles sont effectuées durant les heures d'occupation. Dans le cas contraire, elles doivent être réalisées en dehors de ces horaires avec autorisation préalable. Pour les travaux sur sites occupés, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des occupants.

2.3- Principales prestations par corps d'état

- **Cloisons**

Fournitures et poses de cloisons sèches ou modulaires. Les travaux incluent la mise en œuvre des ossatures, des plaques ou panneaux, ainsi que le traitement des joints pour garantir une finition parfaite et prête à recevoir les revêtements prévus.

Une attention particulière sera portée à la stabilité, aux alignements, et à l'intégration des réservations pour les équipements techniques (portes, câblages, réseaux, etc.).

Elles doivent offrir une isolation acoustique minimale de 42 dB et une résistance au feu conforme aux normes (EI30/EI60).

- **Plâtrerie**

Les prestations de plâtrerie comprennent : la fourniture et la pose de cloisons sèches, de contre-cloisons et de plafonds suspendus en plaques de plâtre ou matériaux équivalents, conformément aux normes en vigueur. Elles incluent également Les finitions, y compris le traitement des joints, l'enduisage complet pour obtenir une surface prête à peindre, ainsi que la correction des éventuelles irrégularités.

Elles prennent en compte les travaux spécifiques tels que les habillages techniques, les coffrages, les niches, ou autres éléments décoratifs en plâtre. Les travaux doivent respecter les dispositions réglementaires (DTU, normes incendie, normes acoustiques, etc.) et des prescriptions architecturales.

Tous les matériaux utilisés doivent être conformes aux normes CE et NF. Les surfaces finales doivent être lisses et prêtes à être peintes ou recouvertes.

- **Isolation Intérieure**

Les travaux d'isolation intérieure comprennent la fourniture et la mise en œuvre de matériaux isolants adaptés aux performances thermiques et acoustiques exigées par le projet. L'isolation sera réalisée sur les murs, plafonds, planchers ou cloisons selon les besoins, en respectant les normes en vigueur. Les matériaux utilisés devront être conformes aux normes CE et NF, et garantir une efficacité durable ainsi qu'une pose soignée. L'isolation doit améliorer les performances thermiques et acoustiques des bâtiments. Les matériaux doivent assurer une résistance thermique d'au moins $R \geq 3,7 \text{ m}^2.\text{K/W}$.

La performance des isolants doit être attestée par des certifications (ACERMI, CSTB) ou équivalent.

Une attention particulière sera portée à l'étanchéité à l'air et au traitement des ponts thermiques. Les prestations incluent également les finitions nécessaires pour assurer la compatibilité avec les éléments adjacents.

- **Stores Intérieurs**

Les travaux de stores intérieurs comprennent la fourniture et la pose de stores adaptés aux dimensions et configurations des ouvertures (stores enrouleurs, vénitiens, plissés, ou autres types spécifiés). Les

matériaux et mécanismes utilisés doivent garantir robustesse, facilité d'entretien et esthétisme, tout en répondant aux exigences fonctionnelles, telles que l'occultation, le tamisage de la lumière et la protection thermique. Les stores peuvent être équipés de commandes manuelles ou motorisées, compatibles, le cas échéant, avec un système domotique.

Tous les équipements doivent être conformes aux normes en vigueur, notamment celles relatives à la sécurité des utilisateurs. Les stores intérieurs doivent être non inflammables (M1). Les finitions doivent être soignées, avec des réglages précis pour assurer un fonctionnement optimal et une esthétique irréprochable

- **Peinture**

Les travaux de peintures comprennent la préparation des supports, incluant le nettoyage, le rebouchage, le ponçage et l'application d'un enduit si nécessaire, afin de garantir une surface parfaitement lisse et homogène. Ils incluent également la fourniture et l'application de couches de peinture, conformément aux teintes et finitions spécifiées (mat, satin, brillant, ou autres).

Les peintures utilisées doivent être conformes aux normes CE et NF, respectueuses de l'environnement, et adaptées à l'usage des locaux (intérieurs, humides, à forte fréquentation, etc.).

Une attention particulière sera portée à l'uniformité des teintes, à l'absence de défauts visibles, et à la protection des surfaces environnantes.

Les peintures doivent être biosourcées ou acryliques, étiquetées A+ (ou équivalent - émission de composés organiques volatils le plus faible) pour garantir la qualité de l'air intérieur. Les supports doivent être préparés conformément au DTU 59.1, et l'application doit inclure au moins deux couches. Le coefficient de réflexion des revêtements muraux doit être supérieur à 0,65.

- **Plafonds**

Les travaux de plafonds comprennent la fourniture et la pose de plafonds suspendus, plafonds décoratifs ou plafonds techniques, selon les spécifications du projet. Les matériaux utilisés doivent être conformes aux normes CE et NF et garantir des performances en termes d'acoustique, d'isolation thermique, de résistance au feu et d'esthétisme. Les structures porteuses, les suspentes, et les finitions devront être installées avec soin pour assurer une intégration harmonieuse avec les autres éléments du chantier.

Les travaux incluent également la réalisation des trappes d'accès, des réservations pour les équipements techniques (éclairage, ventilation, etc.), et des raccordements éventuels aux systèmes existants. Une attention particulière sera portée au respect des hauteurs, des alignements et des finitions

Les plafonds doivent être conçus avec des matériaux adaptés à l'hygrométrie des locaux et éviter le risque de dispersion de fibres. Les ossatures et suspentes doivent être réalisées dans des matériaux durables.

- **Sols souples**

Les travaux de sols souples comprennent la fourniture, la préparation des supports et la pose de revêtements de sols souples, tels que les sols en PVC, linoléum, moquette ou autres matériaux spécifiés. La préparation des supports inclut le nettoyage, le ragréage si nécessaire, et la vérification de la planéité pour garantir une adhérence optimale. Les colles et ragréages utilisés doivent respecter les normes environnementales et être non nocifs pour la santé.

Les matériaux utilisés doivent être conformes aux normes CE et NF, adaptés à l'usage des locaux et respecter les critères de durabilité et d'esthétisme définis dans le projet. Une attention particulière doit être accordée à la facilité d'entretien et à l'adhérence des surfaces. Le coefficient de réflexion des revêtements des sols supérieur ou égal à 0,35.

La pose doit être effectuée avec soin, en assurant la qualité des joints, la continuité des motifs, et une finition impeccable au niveau des plinthes et des seuils.

2.4- Indications techniques générales

- **Protection du mobilier et des ouvrages**

Avant travaux, le titulaire doit réceptionner les supports et récolter toutes les informations et diagnostics existants concernant le support. En cas de découverte de substances dangereuses comme l'amiante lors des travaux, le titulaire doit immédiatement arrêter les travaux et informer le bénéficiaire, qui prendra les mesures nécessaires pour garantir la reprise des travaux en toute sécurité.

Le titulaire est tenu de protéger les mobiliers et ouvrages existants. Toute détérioration due à une protection insuffisante sera réparée ou remplacée aux frais du titulaire.

- **Échantillons et prototypes**

Le titulaire doit fournir des échantillons ou prototypes sur demande pour validation avant mise en œuvre.

- **Stockage des matériaux**

Les matériaux doivent être stockés de manière à éviter les dégradations. Les aires de stockage doivent être validées par le bénéficiaire.

- **Nuisances**

Le titulaire doit notifier les nuisances prévisibles au bénéficiaire au moins 48 heures avant leur occurrence. Il est tenu de prendre des dispositions pour minimiser les bruits, poussières et autres gênes.

- **Qualité environnementale et innovation**

Le titulaire, privilégie l'utilisation de matériaux recyclables. Dans la mesure du possible, une analyse du cycle de vie des matériaux doit être effectuée pour évaluer leur impact environnemental tout au long de leur durée de vie, depuis la production jusqu'à la fin de leur usage.

Le titulaire conseille les services bénéficiaires sur l'utilisation de produits compatibles avec la démarche de développement durable du pouvoir adjudicateur.

Il fournit, sur demande du commanditaire, les fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) des produits utilisés. Les produits mis en œuvre doivent être conformes aux normes en vigueur et porter le marquage CE, sauf justification contraire.

Le titulaire est encouragé à proposer des solutions innovantes dès lors qu'elles répondent de manière plus efficiente au besoin. Ces propositions seront validées par le maître d'ouvrage avant leur mise en œuvre. L'émission du bon de commande vaut acceptation de l'emploi de tels procédés.

2.5- Réception finale des travaux

Avant la réception finale, le titulaire doit effectuer des inspections préliminaires pour vérifier la conformité des travaux.

Un procès-verbal de réception sera rédigé, et les réserves devront être levées dans un délai maximal de 30 jours suivant leur signalement, sauf indication contraire du maître d'ouvrage.

La garantie de parfait achèvement est fixée à une durée de 1 an pour l'ensemble des travaux, sauf pour les ouvrages pouvant avoir un impact sur la structure du bâtiment.

En fin de chantier, le titulaire est tenu de fournir en trois exemplaires le dossier complet des ouvrages exécutés (DOE) sur support USB, au format PDF ou compatibles AUTOCAD comprenant notamment :

- Plans de récolement des ouvrages exécutés
- Plans électriques et schémas de câblage
- Documentations techniques du matériel installé
- Notices d'exploitation
- Fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre munis de leur étiquetage sanitaire

- Éléments techniques nécessaires à l'établissement du Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO) à établir par le coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé (SPS).
- Bordereau de suivi des déchets

Dans le cas de travaux simples, le dossier à remettre par l'entreprise peut être allégé après accord du service prescripteur des travaux. En cas d'erreur dans les DOE, le titulaire devra procéder aux corrections et fournir un nouveau document dans les mêmes conditions

3 CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

3.1- Procédure de marché

L'accord-cadre est multi-attributaire et alloti géographiquement sur le territoire des Hauts-de-France. Il est exécuté sans minimum, avec un montant maximum de 17 500 000 d'euros HT par an, soit un total de 70 000 000 euros HT sur une période de quatre ans. Les montants maximums, et le nombre d'attributaire sont répartis par lot géographique selon le tableau ci-dessous :

N° lot	Désignation lot	Nbre d'attributaires	Montant maximum (€ HT/4 ans)
1	Arrondissements : Lille	3	15 000 000 €
2	Arrondissements : Arras, Lens, Béthune	3	10 000 000 €
3	Arrondissements : Calais, Boulogne-sur-Mer, Montreuil, Saint Omer, Dunkerque	3	9 000 000 €
4	Arrondissements : Cambrai, Douai, Avesnes-sur-Helpe, Valenciennes	3	9 000 000 €
5	Département : Aisne	3	8 000 000 €
6	Département : Somme	3	10 000 000 €
7	Département : Oise	3	9 000 000 €

L'accord cadre peut être modifié conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Le cahier des clauses administratives générales relatives aux travaux (CCAG-T) s'applique.

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour l'ensemble des lots. Toutefois, une même entreprise ne pourra se voir attribuer plus de trois lots. Chaque soumissionnaire doit joindre à son offre l'annexe précisant l'ordre de préférence des lots souhaités (voir annexe 7). Cette annexe est prise en compte uniquement dans le cas où un soumissionnaire est classé en position d'attribution sur plus de trois lots à l'issue de l'analyse des offres. Dans cette hypothèse, les trois lots attribués seront ceux correspondant aux trois premiers choix de l'ordre de préférence déclaré. Les autres lots, bien que classés en tête, seront attribués aux soumissionnaires suivants selon le classement établi

En cas d'infructuosité d'un lot, la présente clause de limitation ne s'applique pas à l'attribution de ce lot.

3.2- Durée

Le marché est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa notification. Il peut être reconduit tacitement deux fois pour 12 mois, portant sa durée maximale à 48 mois. Une prolongation exceptionnelle de 12 mois peut être accordée si nécessaire.

3.3- Périmètre géographique

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont les services déconcentrés de l'État et les établissements publics des Hauts-de-France.

3.4- Co-traitance et sous-traitance

En matière de co-traitance, les dispositions de l'article R.2142 du Code de la commande publique s'appliquent.

Pour la sous-traitance, les articles L.2193 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les articles 3.6 et 10.8 du CCAG-Travaux, régissent les obligations du titulaire.

3.5- Prix

Les prestations incluses dans cet accord-cadre sont régies par des prix unitaires, tels que définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Les grosses opérations de travaux sont exclues du présent accord-cadre.

Les prix sont fermes durant la première année et sont révisables l'année suivante. Le titulaire est tenu de faire parvenir à la PFRA son calcul de révision dans un délai de 2 mois avant la date prévue de révision des prix, à l'adresse mail suivante : pfra@hauts-de-france.gouv.fr

Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix au moins 2 mois avant la date prévue de révision des prix, et sans que la PFRA ne soit tenue de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période annuelle suivante.

Toute demande sera suivie d'un dialogue et d'un accord avec la PFRA. L'acceptation du calcul de révision des prix sera formalisée et notifiée par la PFRA et transmis au titulaire. En l'absence de cette notification, le calcul de révision n'est pas considéré comme applicable.

Le titulaire a également la possibilité de faire part de son souhait de neutraliser la révision ou de ne pas l'appliquer, pour la période annuelle suivante. Il doit alors le signaler par mail à la PFRA dans le délai de 1 mois avant la nouvelle période du marché

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché, selon la formule suivante, le mois zéro étant le mois de la remise des offres :

$$P_{n+1} = P_n * \left[0,08 + 0,92 * \left(\frac{BT01}{BT0} \right) \right]$$

où P_{n+1} est le prix révisé, P_n est le prix à réviser, $BT01$ est l'indice publié par l'INSEE pour la période de révision et $BT0$ celui du mois zéro.

L'indice $BT01$ à prendre en compte pour la formule sont les derniers indices publiés et fermes ou définitifs au mois de révision sur le site internet de l'INSEE.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales. Le coefficient final sera arrondi à 2 décimales et la règle de l'arrondi s'applique de la façon suivante :

- par défaut si la 3^e décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- par excès si la 3^e décimale est comprise entre 5 et 9.

La PFRA se réserve la possibilité de négocier et, le cas échéant, en l'absence d'accord, de résilier sans indemnité le marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque le changement conduit à une augmentation de plus de 3% l'an par ligne de BPU.

3.6- Commande des prestations et exécutions

Lors de la commande des prestations, la sélection de l'entreprise prestataire parmi les attributaires sera effectuée en cascade. Le service bénéficiaire consultera en premier lieu l'attributaire classé en tête selon les critères de l'accord-cadre. Si ce dernier n'est pas en mesure de répondre aux besoins dans les délais impartis ou selon les conditions requises, le service se tournera vers le second attributaire, et ainsi de suite jusqu'à prise en charge.

Les prestations sont commandées par l'émission d'un bon de commande, accompagné si nécessaire d'une lettre de commande. Chaque bon de commande comporte :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre et la référence du devis le cas échéant
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations.

Avant l'émission du bon de commande, le service bénéficiaire envoie une demande écrite de devis au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir un devis estimatif sous 15 jours calendaires après réception de la demande. Il veillera également à maintenir une adresse électronique valide pour faciliter les échanges avec les services bénéficiaires.

Les travaux doivent être exécutés conformément aux délais indiqués dans les bons de commande. En cas de besoin de prolongation des délais, les dispositions du CCAG-Travaux s'appliquent.

3.7- Insertion sociale

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories mentionnées à l'annexe 6 .

Sur la durée d'exécution totale du présent marché, le titulaire doit réaliser (tous lots confondus) les volumes d'heures réservés à l'insertion

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les six derniers mois du marché ne seront pas prises en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion. Ainsi, en cas de reconduction du marché, seules les commandes effectuées jusqu'au 30/06/2029 seront prise en considération dans le calcul de la clause sociale.

Le titulaire informe ses sous-traitants de la clause sociale et peut leur déléguer la charge de réalisation des actions d'insertion prévues.

Le suivi de l'exécution de cette clause est assuré en lien avec un facilitateur. À sa demande le titulaire fournit les informations et justificatifs nécessaires. Le facilitateur produira à la demande de la PFRA, ou de l'entreprise, tous les six mois, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

La gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans

le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

En cas de difficulté, le titulaire informe immédiatement la PFRA par courrier recommandé. Le facilitateur étudiera alors des solutions permettant d'atteindre les objectifs.

Afin d'accompagner à la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la PFRA a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing (MELT)
80 rue des Ursulines - 59200 Tourcoing
Contact : **M. Hugo VANDAMME**
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la MELT peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Pendant et après le marché, le Titulaire facilite les contacts entre les partenaires et les salariés en insertion. Il transmet les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

À la fin des travaux, il étudie toutes les possibilités d'embauche des personnes en insertion.

En cas de non-respect des dispositions liées à l'insertion sociale, des pénalités pourront être appliquées, conformément aux dispositions contractuelles et réglementaires en vigueur.

3.8- Réception, garanties et assurance

Les travaux font l'objet d'une réception contradictoire avec un procès-verbal. Les éventuelles réserves doivent être levées dans les délais impartis. Une garantie de parfait achèvement de 1 an est applicable, en complément des garanties légales, conformément au CCAG-Travaux. Le délai de garantie est celui fixé à l'article 44.1 CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché n'est possible que si l'attributaire ainsi que les éventuels cotraitants justifient au préalable qu'ils sont titulaires d'assurances.

3.9- Facturation et règlement des prestations

Les factures doivent obligatoirement être transmises via la plateforme dématérialisée Chorus Pro (voir procédures de sécurité et de dématérialisation en annexe 5). Le paiement est effectué par virement administratif.

3.10- Avances, acomptes et solde

En matière d'avances, acompte et de solde, les dispositions du CCAG-Travaux s'appliquent.

3.11- Délais de paiement et pénalités

L'objectif poursuivi par l'entreprise et le maître d'ouvrage est la bonne réalisation des travaux. La recherche de solutions est basée sur un dialogue constructif. La mise en œuvre des pénalités n'intervient qu'en seconde approche.

Les pénalités réglementaires prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) s'appliquent conformément aux dispositions légales et contractuelles.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du bénéficiaire de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Il est fait application du CCAG-FCS pour l'application des pénalités. De plus, les pénalités suivantes sont prévues :

Manquements	Montants
<p>Pénalités forfaitaires pour manquement aux engagements spécifiques</p> <p>Des pénalités forfaitaires pourront être appliquées pour chaque manquement du prestataire à ses obligations contractuelles, notamment celles définies dans son offre et celles relevant des engagements contractuels liés aux clauses d'insertion.</p> <p>Ces pénalités forfaitaires seront appliquées de manière cumulative pour chaque manquement identifié, et ce sans préjudice des pénalités réglementaires et celles prévues par le CCAG.</p>	<p>Le montant de ces pénalités forfaitaires est fixé à 200 € par dysfonctionnement constaté</p>
<p>Défaut de transmission des pièces réglementaires dont : contrat de sous-traitance, déclaration de détachement d'un salarié, attestations d'assurance, attestation de formation obligatoire.</p>	<p>50 € par jour calendaire de retard</p>
<p>Pénalité en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé : des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail</p>	<p>50 € par jour calendaire pour chaque salarié concerné</p>

Les modalités d'application des pénalités sont définies comme suit :

- application des pénalités en cas de répétition ou cumul des dysfonctionnements : si les dysfonctionnements continuent malgré la réunion contradictoire, des pénalités seront appliquées après notification d'une mise en demeure par le service bénéficiaire, précisant le(s) dysfonctionnement(s) constaté(s) ;
- résiliation en cas de manquements persistants : en cas de persistance des manquements après l'envoi de plusieurs mises en demeure restées sans effet, le service bénéficiaire se réserve le droit de porter la situation à la connaissance de la PFRA. En sa qualité de donneur d'ordre, cette dernière pourra décider de la résiliation du contrat pour faute, conformément aux dispositions légales et contractuelles applicables.

Chaque application de pénalité fera l'objet d'une notification écrite adressée au prestataire, précisant le montant appliqué, la nature des dysfonctionnements constatés, et les éventuelles suites envisagées. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations ou contester la pénalité par écrit.

3.12- Litige et Résiliation

En cas de différend, l'acheteur, le représentant du maître de l'ouvrage et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Les modalités de règlement amiable des différends sont prévues au CCAG visé par le présent marché. Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties sont invitées à mettre en place une médiation en saisissant directement le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site : www.mediation-des-marches-publics.fr

En tant que signataire de la charte relations fournisseurs responsables, la Plateforme régionale des achats de l'État Hauts-de-France (PFRA) veille à la **qualité des relations entre les administrations bénéficiaires et les entreprises attributaires**. Aussi, pour toute question ou règlement amiable, vous pouvez joindre :

Charte RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES

Emeline PAVY
Médiatrice interne
emeline.pavy@hauts-de-france.gouv.fr

La résiliation du marché pourra intervenir en application des dispositions du CCAG-Travaux. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il sera appliqué un pourcentage de 5 % pour le calcul de l'indemnisation.

Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute du titulaire, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par le représentant du maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation pour motif d'intérêt général. Les pénalités restent dues.

3.13- Documents contractuels

Les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- le présent document de consultation
- les annexes :
- l'offre du candidat

Le CCAG travaux s'applique. Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation contraire aux dispositions contractuelles est réputée non approuvée par le pouvoir adjudicateur.

4 IDENTIFICATION DU COMMANDITAIRE

■ **Nom, Prénom, qualité du signataire du marché** : Préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense Nord et préfet du Nord

Adresse : SGAR - 12/14 rue Jean Sans Peur CS20003 59039 Lille cedex

■ **Direction / Service support** : Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) – Plateforme-régionale des achats de l'État (PFRA)

5 IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

N° lot	Désignation lot	Lot candidaté (à remplir par le candidat)	Lot attribué
1	Arrondissements : Lille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Arrondissements : Arras, Lens, Béthune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Arrondissements : Calais, Boulogne-sur-Mer, Montreuil, Saint Omer, Dunkerque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Arrondissements : Cambrai, Douai, Avesnes-sur-Helpe, Valenciennes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Département : Aisne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Département : Somme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Département : Oise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

■ **Nom de l'entreprise** :

Adresse :

Adresse électronique

Numéros de téléphone **Numéro SIRET**

Déclaration sur l'honneur à remplir

Je, soussigné,, représentant la société atteste que la société est en règle au niveau de sa situation fiscale et sociale et ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

■ **Compte(s) à créditer** : (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

- Nom de l'établissement bancaire :
- Numéro de compte :

Si groupement d'entreprises (identifier chaque membre du groupement)

Nom du groupement :

■ **Identification du mandataire :**

Adresse :**Adresse électronique**

Numéros de téléphone**Numéro SIRET**

■ **Identification des autres membres du groupement :**

Adresse :**Adresse électronique**

Numéros de téléphone**Numéro SIRET**

6 OFFRE FINANCIÈRE

Compléter le BPU via l'annexe 1.

7 SIGNATURE DES PARTIES

Signature de l'entreprise

Après avoir pris connaissance des conditions administratives (y compris celles relatives à l'insertion sociale) et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-dessus ;

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Signature du pouvoir adjudicateur

La présente offre est acceptée.

À :, le

Signature (Représentant du pouvoir adjudicateur à signer le marché)

8 NOTIFICATION

Le marché a été notifié par voie électronique le